

GE_GERICHTE C/18950/2017 vom 10. Oktober 2019

GE Cour de justice, 2019-10-10, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_C_18950_2017

FR: GE_GERICHTE C/18950/2017 du 10 octobre 2019

IT: GE_GERICHTE C/18950/2017 del 10 ottobre 2019

Volltext

Genève Cour de Justice (Cour civile) Chambre des prud'hommes 10.10.2019 C/18950/2017 C/18950/2017 CAPH/165/2019 du 10.10.2019 sur JTPH/77/2019 (OS) RÉPUBLIQUE ET CANTON DE GENÈVE POUVOIR JUDICIAIRE C/18950/2017-1 CAPH/165/2019 ORDONNANCE DE LA COUR DE JUSTICE Chambre des prud'hommes DU 10 OCTOBRE 2019 Entre Monsieur A_____, domicilié _____, _____, France, recourant contre un jugement rendu par le Tribunal des prud'hommes le 4 mars 2019 (JTPH/77/2019), comparant par le Syndicat C_____, rue _____, Genève, au siège duquel il fait élection de domicile, et B_____ SA , sise route _____, _____ (GE), intimée, comparant par M e Michel D'ALESSANDRI, avocat, Budin & Associés, rue De-Candolle 17, case postale 166, 1211 Genève 12, en l'Étude duquel elle fait élection de domicile. Attendu que le recourant a indiqué à la Cour que B_____ SA s'était récemment opposée à une décision qui lui avait été notifiée par la Commission D_____ (D_____) concernant la question du paiement des pauses et des indemnités repas et qu'une procédure à ce sujet était en cours par devant le Tribunal arbitral institué par la Convention nationale du secteur principal de la construction; Considérant que le sort de cette procédure est pertinent pour l'issue du présent litige et est susceptible d'avoir une portée préjudicielle sur ce dernier; Qu'il se justifie par conséquent d'ordonner à l'intimée de fournir à la Cour des informations sur l'objet et l'état d'avancement de cette procédure et de lui communiquer, cas échéant, les décisions rendues dans ce cadre; Que la suite de la procédure sera réservée. * * * * PAR CES MOTIFS, La présidente de la Chambre des prud'hommes: Statuant préparatoirement : Impartit à B_____ SA un délai de quinze jours dès réception de la présente ordonnance pour indiquer à la Cour, documents justificatifs à l'appui, sur quoi porte la procédure actuellement pendante par-devant le Tribunal arbitral institué par la Convention nationale du secteur principal de la construction du gros oeuvre qui l'oppose à la Commission D_____ (D_____), quel est l'avancement de cette procédure, et, dans l'hypothèse où une décision a été rendue par le Tribunal arbitral précité, pour produire une copie de cette décision. Réserve la suite de la procédure Siégeant : Madame Fabienne GEISINGER-MARIETHOZ, présidente; Madame Chloé RAMAT, greffière.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.